

Pour l'«Edj», le présidentiable des Yvelines interviewe le chanteur Johnny Clegg

Michel Rocard et les Zoulous

L'impromptu du jeudi... ou la rencontre de Michel Rocard avec Johnny Clegg. A main gauche, le présidentiable député PS des Yvelines. A main droite, Johnny Clegg, leader blanc d'une formation musicale sud-africaine... composée de Noirs ! Juif d'origine londonienne élevé en Afrique du Sud,

Clegg est un cas. Ses chansons sont longtemps restées en tête du hit-parade à Johannesburg. Malgré et peut-être contre l'apartheid... En tournée en Europe, où il connaît un succès grandissant, ce chanteur blanc de la musique zouloue affronte le flot de questions de la coqueluche des sondages.

Michel ROCARD : Je suis de ceux qui s'inquiètent de l'avenir de l'Afrique du Sud. Nous savons qu'il ne s'agit pas seulement d'un problème politique, mais aussi de la capacité des gens à vivre ensemble. Comment les Sud-Africains eux-mêmes perçoivent-ils la situation ?

Johnny CLEGG : Depuis 1983, de nets changements sont perceptibles dans les mentalités. Les jeunes, les étudiants, les écoliers ne sont plus ceux que nous étions en 1970. La société évolue. En 1970, je me souviens qu'il m'était impossible de jouer en public avec mes amis noirs, impossible de manger avec eux dans un restaurant, d'utiliser les mêmes toilettes.

M.R. : Et maintenant, vous pouvez ?

J.C. : Maintenant, oui.

M.R. : Cela change en douceur, lentement ?

J.C. : Non... c'est ça, l'incroyable contradiction ! Il y a cette évolution dans les mentalités, mais en même temps, tout reste bloqué au niveau politique et économique. Là, l'apartheid est, en fait, plus fort qu'hier.

M.R. : Plus fort ?

J.C. : Oui, dans le sens où les *homelands* ne cessent de se multiplier. Imaginez qu'en Amérique, chaque réserve d'Indiens soit un pays... La politique des *homelands* est le principal obstacle à l'unification de l'Afrique du Sud. Tant que les morceaux ne seront pas recollés, tant qu'il n'y aura pas un gouvernement d'union, rien ne sera réglé.

M.R. : Combien de personnes habitent les *homelands* ?

J.C. : Dans les quatre principaux *homelands*, qui sont indépendants...

M.R. : Soit-disant indépendants...

J.C. : Oui, soit-disant indépendants... plus de six millions de personnes. Leurs problèmes sont inextricables, parce que ces gens sont nés

en Afrique du Sud, mais qu'ils sont citoyens des *homelands*. Ce sont des nationaux étrangers. Quand ils viennent en Afrique du Sud, ce sont des travailleurs immigrés, ce qui est fou. L'essentiel de la bataille tourne en Afrique du Sud autour de cette question de nation. Sommes-nous une nation, sommes-nous un groupe de nations ? A qui appartient le label « Afrique du Sud » ? Les forces progressistes se battent pour clamer que nous sommes tous sud-africains. De la même façon qu'à New York, vous avez des Italiens, des Chinois, des Juifs, des Portoricains, des Noirs...

M.R. : C'est une nation...

J.C. : Oui, ils sont tous américains. L'apartheid mise sur les différences, alors qu'il serait si facile de jouer sur les points communs. Au lieu d'abandonner la politique des *homelands*, le gouvernement ne cesse de la renforcer. Lors de sa dernière tentative, il a pourtant dû abandonner, tant la résistance populaire a été forte.

M.R. : Quand vous chantez, votre public est-il fait de Blancs et de Noirs ?

J.C. : Oui. Le problème, c'est qu'une loi cantonne chaque groupe ethnique dans son propre territoire. Johannesburg est un territoire de Blancs. Si je donne un concert dans cette ville, il y aura 80 % de Blancs et 20 % des Noirs. Si je

fais un show à Soweto, le public sera noir à 90 % et blanc à 10 %.

M.R. : Il y aura donc des Blancs ?

J.C. : Oui, des étudiants surtout.

M.R. : Sont-ils le témoignage de la façon dont Blancs et Noirs pourraient vivre ensemble dans le pays ?

J.C. : D'une certaine manière... Mais n'oubliez pas, c'est essentiel, que nous vivons depuis dix-huit mois en plein état d'urgence. Tous les médias, locaux et étrangers, sont soumis à la censure...

L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI : Comment vit-on cette situation ?

J.C. : Les correspondants de presse ont un mal fou à travailler là-bas. Mais du point de vue local, l'aspect le plus désolant de l'état d'urgence, c'est le rôle que l'on fait jouer à l'armée. Alors qu'elle devrait être indépendante, elle s'est alignée sur le pouvoir blanc contre les forces d'émancipation. Et, au cours des dix-huit derniers mois, plus de 25 000 personnes ont été jetées en prison pour des raisons politiques, dont des enfants de neuf à seize ans.

M.R. : 25 000 personnes !

J.C. : Oui. Sur un total de 33 millions d'habitants, c'est plutôt élevé. A cause de la censure, les Blancs d'Afrique du Sud ne sont pas au courant. C'est pour cela que j'ai composé une chanson sur l'absence. Je dis ce que l'on ressent lorsque l'un de vos proches a disparu et que vous le recherchez. Je compose aussi des chansons sur Mandela, sur des militants morts en détention. Mais aussi sur l'espoir. Nous ne sommes pas un groupe contestataire. Le temps de la culture contestataire est dépassé en Afrique du Sud. Nous vivons dans le futur. Nous montrons qu'il est possible de construire des symboles pour le futur.

M.R. : Quelle aide peuvent vous apporter ceux qui vivent à l'extérieur du pays ?

J.C. : C'est un débat fondamental. Nous faisons l'objet d'un boycottage culturel, d'un boycottage économique et je pense que, quel que soit son objet, le boycottage a échoué.

L'Edj : Je suis d'accord.

J.C. : Les dernières élections l'ont montré. Le boycottage était censé pousser les électeurs blancs vers la tolérance. Il les a poussés à droite. Le boycottage sert le gouvernement, qui l'utilise dans sa propagande en disant : « Nous sommes des victimes, nous devons resserrer les rangs... » Les syndicats noirs, très puissants, participent de cette ambiguïté. En appelant au boycottage, ils font fuir les capitaux étrangers et le chômage monte. Heureusement que les Sud-Africains ont beaucoup de ressort, surtout les jeunes, les Blancs comme

Noirs. Une nouvelle classe d'âge rêve de repartir de zéro.

L'Edj : C'est un bon signe...

J.C. : Oui, mais si vous allez dans les campagnes, vous revenez quinze ans en arrière. Vous allez faire le plein dans un garage, il n'y

a pas de toilettes pour les Noirs. Cela rappelle le sud profond des Etats-Unis autrefois.

M.R. : Vous voyez une possibilité d'éviter, tôt ou tard, de violents affrontements entre les communautés ?

J.C. : L'ennui, c'est que les partis politiques sont incapables de s'entendre. C'est chacun pour soi ; et le gouvernement de la minorité blanche manipule à merveille ces tensions. De plus, ni l'opposition ni le gouvernement ne proposent réellement de programme, soit que la censure les en empêche, soit qu'ils n'aient aucune idée sur l'avenir du pays. Les Sud-Africains ne peuvent donc pas juger sur pièces.

M.R. : Que pensez-vous de l'initiative des pays occidentaux qui débloquent des fonds pour scolariser les jeunes Noirs ?

J.C. : L'éducation est une arme puissante. Elle seule peut permettre aux jeunes de tracer leur route, de comprendre comment fonctionnent une économie, une démocratie. Mais une bonne politique de l'éducation en Afrique du Sud devrait prendre en considération les différences régionales, qui sont énormes. Si 50 % de la population vit autour de Johannesburg, ailleurs il y a des zones très pauvres. Les pays étrangers devraient financer les programmes éducatifs de façon plus réfléchie.

M.R. : Ce que le gouvernement sud-africain refuse de faire...

J.C. : Depuis dix ans, nous assistons à une désagrégation du travail. Même dans les mines, il y a des emplois réservés aux Blancs. Au lieu de qualifier la main-d'œuvre, ce qui risquerait de compromettre l'apartheid, le gou-

vernement fait appel à des travailleurs étrangers, espagnols, portugais, français...

L'Edj : Ne craignez-vous pas de devenir une sorte de porte-parole blanc de la communauté noire ?

J.C. : Je ne suis le porte-parole de personne. Je raconte à l'extérieur ce qui se passe dans mon pays. Je dis mes rêves, mes espoirs. Je n'appartiens à aucune organisation. Et je pense que ce que nous faisons a un sens par rapport au racisme en Angleterre ou en France.

M.R. : Absolument... C'est aussi pour cela que je voulais vous voir. A l'extérieur, nombreux sont ceux qui considèrent l'Afrique du Sud comme l'enfer. Il semble

